23 mai 2012 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'avenir de la Zone euro, à Bruxelles le 23 mai 2012.

QUESTION - Quel est l'enjeu de ce sommet ?
LE PRESIDENT -- L'enjeu, c'est de mettre toutes les propositions de croissance sur la table. Il y en aura de nombreuses. Chacun doit expliquer sa démarche et le sens de ses initiatives. Aucune proposition ne doit être écartée à ce stade donc moi je ferai en sorte que tout soit discuté dans ce Conseil européen de façon à ce que pour la fin du mois de juin nous puissions décider. Il ne faut pas perdre de temps.
QUESTION -- Monsieur le président, est- ce que vous êtes inquiet pour la zone euro et quel message adressez-vous à la Grèce ?
LE PRESIDENT -- Je l'ai dit plusieurs fois, je pense que la Grèce doit faire un choix important le 17 juin et ce choix doit être européen. Nous devons envoyer des signaux à la Grèce, c'est-à-dire que la France souhaite que les Grecs restent dans la zone euro et les Grecs doivent respecter les engagements qui ont été pris. En même temps la zone euro doit montrer qu'elle est en mesure de soutenir la Grèce.
QUESTION -- Puisque l'on n'attend pas de décision concrète aujourd'hui, qu'est-ce qui peut faire de ce sommet un succès pour vous ?
LE PRESIDENT -- Le succès nous le verrons à la fin du mois de juin mais là ce qui pourrait être de bon augure, c'est que nous mettions sur la table de ce Conseil tout ce que nous pensons qui puisse relever le niveau de la croissance. Chacun doit bien comprendre qu'aujourd'hui les prévisions de croissance pour l'année 2012 sont négatives puisqu'il y a un risque de récession dans la zone euro et pour l'Union européenne et que pour 2013 ce sont des prévisions de croissance encore pessimistes. Nous avons une obligation qui est de retrouver rapidement de la croissance. Il y a des mesures à prendre pour le long terme, des réformes structurelles, des efforts en matière de commerce et de marché intérieur. C'est tout de suite qu'il convient d'agir parce que si nous ne développons pas davantage de mesures, d'instruments et de volonté pour la croissance, nous n'atteindrons pas les objectifs de réduction des déficits et nous risquons de provoquer des doutes sur les marchés. La position de la France elle est simple. Nous devons être en ordre de marche pour réduire nos déficits mais nous devons assurer de la croissance pas simplement pour la France mais pour toute l'Europe..
Voilà merci.